

République Démocratique du Congo



PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
CABINET DU CHEF DE L'ETAT
DIRECTION DE LA COMMUNICATION

**ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE MONSIEUR
FÉLIX-ANTOINE TSHISEKEDI TSHILOMBO,
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO,
CHEF DE L'ÉTAT, À L'OCCASION DE
LA PRESTATION DE SERMENT CONSTITUTIONNEL**

Kinshasa - RDC, Jeudi 24 Janvier 2019



PRESTATION DE SERMENT CONSTITUTIONNEL

Kinshasa - RDC, Jeudi 24 Janvier 2019

**Excellences Messieurs les chefs d'Etats,
Excellence Monsieur le Président Joseph Kabila KABANGE,
Excellence Messieurs les chefs de Gouvernements,
Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,
Monsieur le Président du Sénat,
Monsieur le Président de la Cour Constitutionnelle,
Monsieur le Président de la Cour de Cassation,
Monsieur le Président du Conseil d'Etat,
Mesdames et Messieurs les Députés,
Mesdames et Messieurs les Sénateurs,
Mesdames et Messieurs les Chefs des Missions Diplomatiques et
Représentants des Organismes du Système des Nations Unies,
Mesdames et Messieurs les Présidents des regroupements et partis politiques,
Mesdames et Messieurs les représentants des organisations syndicales
et Confessions religieuses,
Autorités locales et coutumières,
Distingués Invités, tous en vos qualités, rangs et grades respectifs,
Chers compatriotes,**

Ce jeudi 24 Janvier 2019 est un jour historique. C'est un jour rêvé par tous les acteurs qui ont porté notre beau pays dans ce qu'il avait de noble, tout en éveillant nos consciences. Un grand jour pour notre volonté commune de franchir ensemble les rivages de notre destin.

Nous ne célébrons pas la victoire d'un camp contre un autre. Nous honorons un Congo réconcilié. La République Démocratique du Congo que nous formons ne sera pas un Congo de la division, de la haine ou du tribalisme.

Nous voulons construire un Congo fort dans sa diversité culturelle et son attachement à la mère patrie. Un Congo tourné vers son développement dans la paix et la sécurité. Un Congo pour tous dans lequel chacun mérite sa place.

Si cette étape de la transition démocratique peut être considérée comme l'aboutissement d'un combat, nous devons aussi y voir l'horizon d'une ère nouvelle. Sans aucun doute le commencement d'un autre combat dans lequel nous voulons engager tout le peuple congolais, le combat pour le mieux-être de chaque citoyenne et citoyen de ce beau pays.

Chers Compatriotes,

Cinquante-neuf ans après notre indépendance, le peuple congolais réalise par son engagement démocratique, une transition du pouvoir entre un Président élu sortant et un Président élu entrant.



Nous tenons à exprimer pour la première fois devant vous, notre reconnaissance au peuple congolais de nous avoir accordé à travers son suffrage, ce grand honneur. Cette confiance sera pour nous un soutien indispensable dans l'exercice de nos hautes responsabilités.

Nous nous engageons donc à nous conformer scrupuleusement à nos obligations constitutionnelles susdites.

**Excellences Messieurs les Présidents, Distingués invités
Excellences, Mesdames et Messieurs
Chers compatriotes,**

Le peuple Congolais a fait de chacun d'entre nous des citoyens fiers de leur histoire et dignes dans la souffrance de leur combat quotidien.

A cet instant où une partie de l'aboutissement de ce combat prend toute sa dimension historique, notre peuple, ce vaillant peuple combattif, n'a jamais perdu espoir. Notre force collective réside dans notre attachement aux valeurs universelles de paix, d'un Etat de droit au service de chaque citoyen.

Nous tenons à rendre hommage à tous nos héros, tous nos martyrs, à nos compatriotes qui sont tombés sur le champ d'honneur pour la cause de la démocratie et de l'alternance.

Par reconnaissance à leur sacrifice, nous vous prions de vous lever et d'observer une minute de silence en leur mémoire.

Nous vous remercions.

Chers compatriotes,

Ce moment inédit de notre histoire est aussi un instant privilégié pour célébrer différents acteurs présents et passés, qui ont contribué à l'avènement de cette transition démocratique.

Nous pensons tout d'abord au Président Joseph KASA-VUBU, réputé pour sa droiture et sa gestion saine des deniers publics.

Ensuite, au Premier Ministre Patrice EMERY LUMUMBA qui déclara, je le cite « Pour la dignité de l'Afrique, j'accepte la mort ».

Puis, au Président Joseph-Désiré MOBUTU, déterminé dans la recherche de l'unité du peuple congolais et l'affirmation de notre authenticité.

Enfin, au Président Laurent-Désiré Kabila particulièrement attaché à l'idéologie de « Ne jamais trahir le Congo ».

Pour ces architectes de notre souveraineté, la noblesse de leur combat demeurera à jamais dans notre conscience collective nationale. Elle est une exigence qui nous impose de réussir dans notre mission au service de notre peuple.

Nos pensées se dirigent également vers tous les candidats qui ont participé à l'élection présidentielle du 30 décembre 2018.

Nous saluons la participation importante des femmes comme candidates aux différents scrutins du récent processus électoral. Nous les encourageons à s'engager davantage lors des prochaines échéances électorales afin de promouvoir la parité homme-femme prônée par l'article 14 de notre Constitution.

C'est ici également l'occasion de témoigner notre profond respect et sincère admiration à l'endroit de notre frère Martin Fayulu Madidi, avec lequel nous avons mené ce combat politique depuis plusieurs années. L'engagement de ce véritable « soldat du peuple » est un exemple pour la vitalité de notre démocratie et la responsabilité civique de chaque congolais.

Nous partageons aussi un sentiment patriotique commun avec le Camarade Emmanuel Ramazani Shadary et tous les autres citoyens qui ont su apporter engagements et contributions par leurs idées pour un Congo meilleur.

A tous ces compatriotes émérites, la patrie leur est reconnaissante.

Par la consultation, le dialogue et la prise en considération de leurs idées, nous sommes enclins à les associer à la gouvernance de notre pays.

Chers compatriotes,

L'animation de notre processus démocratique a bénéficié de l'apport déterminant de plusieurs institutions, organismes et acteurs de la société civile.

Nous voulons aussi mettre en exergue l'important rôle de la Commission Nationale Electorale Indépendante (CENI), des Confessions religieuses dans toute leur diversité, des organisations civiles et mouvements citoyens.

En effet, pour la première fois, notre pays a organisé sur fonds propres, sans la moindre contribution financière extérieure, une triple consultation électorale.

Néanmoins, notre dispositif électoral mérite des ajustements appropriés.

Nous saluons la contribution de différentes Confessions religieuses de notre pays dans la consolidation du processus électoral, avec une mention particulière à l'Eglise Catholique dont l'Accord de Saint Sylvestre a été déterminant.

Chers compatriotes,

Cette campagne a été aussi pour nous l'occasion de valider le patriotisme de certains de nos concitoyens disposés à surpasser toute ambition individuelle pour privilégier l'intérêt supérieur de la nation. Nous avons une pensée émue pour notre frère, ami et colistier de la coalition «Cap pour le changement», en sigle CACH, nous citons Monsieur Vital Kamerhe.

Ancien Président de notre assemblée nationale, Vital Kamerhe, président du parti «Union pour la Nation Congolaise» (UNC), bien qu'initialement candidat à la présidentielle de 2018, a su mettre les intérêts du peuple congolais au-dessus de ses ambitions personnelles en formant avec nous-même et notre formation politique UDPS, le ticket gagnant.



Chers compatriotes,

La force et l'unité d'un peuple repose sur la solidarité et la réconciliation nationale. Aussi, dans le cadre d'une action concertée, nous entendons engager le Gouvernement et toutes les autorités coutumières de notre pays à œuvrer pour la paix et la tolérance en vue d'une cohabitation pacifique entre nos différentes communautés.

Par ces vertus, l'épisode douloureux des conflits tribaux et locaux qui ont endeuillé notre pays, ne sera qu'un lointain et triste souvenir.

Outre nos citoyens civils, les premiers garants de notre cohésion nationale sont nos forces de défense et de sécurité qui assurent un rôle primordial dans la protection et l'intégrité du territoire ainsi que dans celle des personnes et de leurs biens.

Nous leur offrirons un cadre de travail digne de leur mission pour en faire une institution véritablement républicaine.

Nos forces de défense et de sécurité doivent être porteuses du dialogue entre civils et leurs différents corps de métiers. La gestion de nos forces de défense et de sécurité doit se faire sans la moindre discrimination ethnique ou sociale. A compter de ce jour, elles doivent se sentir pleinement intégrées dans la nation par leurs actes.

Nous voulons valoriser par une plus forte responsabilité l'attachement de nos compatriotes aux valeurs républicaines qui régissent notre nation.

Chers compatriotes,

Nous appelons les détenteurs de l'autorité, à tous les échelons de notre pays, au respect strict et infaillible des droits des personnes et de leurs biens conformément à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, en leur demandant de réaliser leur mission dans le cadre légal.

Dans ce contexte, le Gouvernement initiera une campagne de sensibilisation de tous les agents de l'Etat sur leurs responsabilités vis-à-vis de nos populations.

Ainsi, le Ministre de la Justice sera chargé de recenser tous les prisonniers politiques, d'opinion ou assimilés sur l'ensemble du territoire national en vue de leur prochaine libération.

Sous notre mandat, nous veillerons à garantir à chaque citoyen le respect de l'exercice de ses droits fondamentaux. Nous nous engageons à bannir toutes formes de discriminations.

Nous bénéficions à chaque étape de l'inspiration de ceux qui orientent notre vision. A ce titre, nous voulons rendre un hommage héroïque à celui qui a orienté et façonné notre lutte politique durant quatre décennies avant de nous quitter au cœur du combat le 1^{er} février 2017. Nous avons cité le Président Etienne Tshisekedi Wa Mulumba.

Cet Homme d'exception, dont le sort personnel est indéniablement lié à l'histoire contemporaine de notre pays, a su par son charisme, sa rigueur morale, sa ténacité et son dévouement, incarner les profondes aspirations du peuple congolais pour la démocratie et le progrès social.

Nous voudrions ici lui témoigner toute notre affection et la reconnaissance de la Nation toute entière.

Le Président Etienne Tshisekedi nous a inculqué les valeurs de la lutte politique au service de chaque congolais quelle que soit son opinion, son origine et son parcours. Nous allons appliquer ces enseignements dans nos actes au service de notre peuple.

Chers compatriotes,

Dans le plus grand respect de la tradition républicaine, nous rendons hommage à celui qui aura été l'un des acteurs de la matérialisation de l'alternance démocratique et pacifique.

Monsieur le Président Joseph Kabila Kabange,

Nous portons dans notre tradition le long combat pour l'émancipation et la souveraineté du peuple congolais par l'instauration d'un véritable Etat de droit. A ce titre, nous avons été votre fervent adversaire politique, Monsieur le Président.

Nous n'oublions rien de nos combats politiques, des moments difficiles traversés. Nous avons vécu au cours des décennies des périodes d'incertitudes et d'extrêmes tensions dans un climat politique non apaisé.

Dans votre exercice du pouvoir, vous avez pu engager le pays dans une transition qui avait abouti à la réunification du Territoire national alors divisé.

Mais aucun de ces moments n'a pu altérer votre détermination à permettre au peuple congolais de se choisir librement ses dirigeants.

Votre action s'inscrit ainsi dans l'héritage de vos prédécesseurs et autres dirigeants historiques.

Veillez accepter, Monsieur le Président, toutes nos félicitations.

Chers compatriotes,

Par sa situation géographique et en considération des enjeux géostratégiques de ses richesses naturelles et de son capital humain, la République Démocratique du Congo porte une espérance pour l'Afrique et le monde.

En effet, avec ses quatre-vingts millions d'habitants, ses diverses et innombrables ressources naturelles, son bassin hydrographique riche, sa forêt équatoriale dense ; capable d'apporter une solution aux enjeux climatiques, notre pays est un véritable atout pour les pays de la région, pour l'Afrique et pour notre planète.



A titre d'exemple, différentes études d'organismes internationaux de référence démontrent que le potentiel de notre pays peut éradiquer la faim dans le monde. Avec ses 80 millions d'hectares de terres arables accessibles et ses 40 millions d'hectares de terres irrigables, doté d'un programme agricole innovant, le Congo peut atteindre l'autosuffisance alimentaire et nourrir deux milliards de personnes en résorbant ainsi deux fois le déficit alimentaire mondial.

Dans le cadre de l'industrie automobile, la production mondiale des voitures électriques dépassera dans un futur proche celle des voitures à moteur polluant. Or comme vous le savez tous, les matières premières essentielles pour cette industrie sont le cobalt et le Lithium, dont le Congo est la première réserve mondiale.

Plusieurs industries de technologie de pointe dépendent de notre sous-sol. Le bien-être de chaque congolais est le garant d'une bonne gestion de nos ressources naturelles.

En considération de ces éléments, nous sommes conscients des attentes du monde entier sur l'utilisation rationnelle de nos réserves en matières premières, notamment face aux enjeux des énergies renouvelables et des changements climatiques.

C'est pourquoi, conscient de cet immense défi, en accédant à la plus haute charge de mon pays, le sentiment qui m'anime est celui d'une grande humilité face aux lourdes responsabilités qui sont les miennes.

Ainsi, j'invite chaque citoyen congolais à concrétiser les piliers de notre projet de société dans la sphère de ses activités, de ses actions ou de ses responsabilités.

Chers compatriotes,

Nous nous engageons à ériger un Etat moderne, pacifique, démocratique et soucieux de chaque citoyen. Un Etat où chaque institution va jouer son rôle dans le cadre du principe de séparation des pouvoirs. Un Etat qui garantira le bonheur de tous. En communion avec nos pères fondateurs, nous pouvons valablement formuler pour les générations futures les promesses qui inspirent notre engagement.

Le Gouvernement que nous allons nommer prochainement et qui sera investi par le Parlement va décliner son action politique sur plusieurs priorités.

- La pacification de tout le territoire national en accélérant la lutte contre l'éradication des groupes armés qui sévissent et sèment la désolation auprès de nos populations ;
- La lutte contre la pauvreté par des actions sociales et une politique novatrice de cohésion nationale ;
- La réhabilitation et la consolidation d'un État de droit à travers des institutions solides, de proximité et équitables au service de l'emploi, de la jeunesse, de l'éducation, de la santé et de tous nos enjeux économiques et sociaux ;

- Une lutte efficace et déterminée contre la corruption et les anti-valeurs notamment l'impunité, la mauvaise gouvernance, le tribalisme et autres ;
- La promotion de la presse et des médias pour en faire véritablement un quatrième pouvoir ;
- La valorisation de notre capital humain par la promotion des jeunes et des femmes ;
- Le développement des milieux ruraux par la construction des infrastructures sociales de base pour mieux maîtriser l'exode rural ;
- La simplification des procédures administratives dans les secteurs clé de la vie nationale pour favoriser le climat des affaires, le développement du tourisme, la libre circulation des biens et des personnes et l'accessibilité du citoyen à tous les services de l'Etat.

Chers compatriotes,

La réalisation de ces engagements se traduit par la mise en place d'un plan coordonné de gouvernance avec des actions immédiates et déterminantes sur le plan militaire, politique, diplomatique, socio-économique, humanitaire et environnemental.

Nous ferons de la réconciliation nationale l'une de nos priorités. Nous sommes convaincus de l'urgence de mettre en place rapidement une véritable procédure d'écoute et de dialogue dans l'ensemble du pays en prélude à un forum de réconciliation qui réunira toutes nos forces vives.

Chers compatriotes,

La paix repose aussi sur la capacité de chaque citoyen à être le pilier de notre système démocratique basé sur un fonctionnement sain et efficace des institutions. Nous sommes favorables à une véritable modernisation de notre système politique.

Les formations politiques doivent transcender les clivages ethniques et sociologiques. Les modes de scrutin doivent mieux s'adapter à nos réalités tout en préservant nos capacités financières. Le financement public des partis politiques doit être appliqué.

Nous souhaitons que ces objectifs se traduisent par l'adoption d'une nouvelle loi électorale garante de l'équité pour tous les citoyens.

Chers compatriotes,

A cet instant de célébration de notre engagement démocratique, notre pensée profonde va vers les populations de BENI, BUTEMBO dans le Nord-Kivu, et du Kasaï Central qui continuent à subir des pertes en vie humaines.



Nous avons la forte détermination d'éradiquer tous les groupes armés nationaux et étrangers qui continuent à sévir dans cette partie de la République, plus particulièrement à l'Est de notre territoire.

Que nos compatriotes de Beni, Butembo et Yumbi, soient assurés de notre détermination de les voir remplir leur devoir civique comme prévu par la CENI.

Nous devons également l'admettre : l'absence prolongée de l'autorité locale légitimée par des élections constitue un véritable frein à la mise en œuvre de nos politiques publiques, notamment en matière d'état-civil, d'éducation, de santé, d'assainissement et d'environnement.

Le dernier recensement de la population date de 34 ans. Nous avons accepté une situation dans laquelle plusieurs de nos compatriotes ne disposent pas de carte d'identité ou d'état civil.

Nous comptons engager le Gouvernement à réaliser très rapidement un recensement sur tout le territoire. L'information démographique fiable est nécessaire à la planification de notre développement dans l'ensemble du pays, province par province.

Nos provinces souffrent car notre système de transfert des recettes fiscales est inégalitaire. L'alinéa 2 de l'article 175 de la Constitution relatif au principe de la rétrocession à la source de 40% des recettes fiscales aux provinces constitue une source de déséquilibre.

Un rééquilibrage est donc nécessaire sur base de critères objectifs applicables à l'ensemble des provinces. Parmi ces critères figurent la démographie, le niveau de développement et la capacité de gestion et d'absorption des allocations financières.

Renforcer les moyens de nos provinces pourra garantir l'accès du citoyen à une justice équitable et de proximité. Notre pays compte un magistrat pour environ 26.000 habitants.

Ce déficit fragilise l'équité et l'efficacité de la justice de notre pays tout en légitimant la défiance des citoyens congolais.

Les actes de procédures judiciaires sont parfois rendus en contrepartie de divers paiements pour certains, en dehors de toutes règles établies. La grande majorité des justiciables est désemparée.

Un cadre juridique efficace permet de renforcer en premier lieu la lutte contre la corruption, fléau qui dévaste notre pays, ses institutions et ne protègent pas les créateurs de richesse.

Nous allons initier une stratégie de lutte contre la corruption dans l'ensemble des rouages de l'Administration publique. Un accent particulier sera porté sur la lutte contre la délinquance fiscale.

Afin de valoriser l'Etat de droit, nous allons procéder au renforcement de la sensibilisation au civisme fiscal.

Chaque année, nous subissons entre 16 et 20 milliards de dollars d'évasion fiscale, soit quatre fois notre budget annuel. Nous devons inverser cette tendance. Un mécanisme de guichet unique attrayant, ainsi qu'une simplification des procédures fiscales et douanières seront institués afin de permettre à l'ensemble de nos acteurs nationaux et étrangers de s'inscrire dans une démarche légale bénéfique pour toutes les parties.

Nous comptons ouvrir des perspectives nouvelles afin de renforcer la dynamique du développement économique et social de notre nation.

Suivant des critères établis par les organismes internationaux, le Congolais est indexé dans la catégorie des citoyens vivant avec un revenu annuel moyen par habitant de moins de 400 dollars, soit un des revenus les plus faibles de la planète. Nous devons faire évoluer favorablement ce paramètre pour nos concitoyens.

Nous devons renforcer et augmenter la productivité de notre secteur privé, encourager l'entrepreneuriat par les Congolais, mobiliser nos efforts dans des secteurs à forte valeur ajoutée et créateurs d'emplois pour la jeunesse de notre pays, particulièrement l'agriculture, les nouvelles technologies, l'innovation, les industries de transformation et la protection de l'environnement.

Nous ferons appliquer avec rigueur sur l'ensemble du territoire, la loi sur le petit commerce réservé aux nationaux dans le cadre du principe du privilège national. Afin de combler son retard en rapport avec le standard des pays en voie de développement, le Congo doit consacrer 6 milliards de dollars annuellement sur dix ans aux infrastructures, dont 1 milliard de dollars seulement pour la maintenance. En réalisant cet objectif, le gouvernement consolidera, notre croissance économique.

Ces infrastructures, base de notre développement, sont nécessaires pour garantir la reconquête de notre économie, particulièrement les infrastructures routières, les ports, les aéroports, l'accès à l'eau et à l'électricité, les nouvelles technologies sous toutes leurs formes.

Nous demanderons au Gouvernement de réaliser un plan d'investissement des plus ambitieux avec les partenaires nationaux et internationaux en usant de toutes les techniques financières sécurisées possibles, y compris les Partenariats Publics Privé et des financements innovants.

Notre pays dispose du potentiel hydroélectrique le plus élevé au monde. Plus de cent mille Mégawatts sont disponibles sur 217 sites de production d'Hydroélectricité pouvant permettre aussi bien la construction des micro-barrages que de plus grandes infrastructures.

Pourtant, seul 2,6% de ce potentiel est exploité. Nous devons atteindre les 50% en une décennie.



Le taux d'accès de la population congolaise à l'énergie électrique est de moins de 9% contre une moyenne de 30% en Afrique et de 80% dans le monde. Pourtant, des études du PNUD démontrent que 76 000 villages du Congo peuvent s'auto-suffire en énergie grâce à leurs cours d'eau. Nous devons agir et innover. Notre déficit énergétique impacte sur la productivité dans tous les secteurs de notre économie. Suivant les normes modernes, nous allons initier, toutes les gammes de projets d'hydroélectricité dans toutes les provinces du pays. Par ailleurs, les projets Inga III et Grand Inga seront réalisés avec une ouverture plus transparente vers les partenaires en tenant compte de l'importance stratégique et mondiale de ce site.

Ce mouvement de production électrique sera renforcé par toutes les formes de production de nouvelles énergies. Une nouvelle loi sur l'électricité sera instaurée. L'accès à l'eau potable est aussi un important défi. Nous devons tous réaliser que le Congo dispose de 53% des réserves d'eau du continent africain. Pourtant, moins de 10% de nos concitoyens ont accès à l'eau potable. Ce secteur bénéficiera d'une véritable stratégie d'investissement d'urgence pour augmenter drastiquement le taux d'accès à l'eau potable de nos populations. Notre système éducatif doit être en phase avec nos grands défis économiques et humains. Nous devons offrir une meilleure formation technique et professionnelle à notre jeunesse pour faire de notre pays un solide pôle d'attractivité et d'implémentation technologique.

Aussi, il est injuste d'exiger aux familles le paiement d'une « prime des parents » consistant à les voir payer le salaire des enseignants. Nous devons trouver rapidement une alternative à cette situation injuste. Conformément à notre constitution, la gratuité de l'enseignement fondamental doit être une réalité. Nous allons veiller à améliorer les conditions des enseignants du primaire, secondaire et universitaire.

S'agissant des étudiants, des universités et des instituts supérieurs, nous sommes conscients des difficultés dans lesquelles ils évoluent, notamment les coûts élevés des frais d'inscription, l'insuffisance des frais de fonctionnement des établissements publics de l'Etat et la détérioration des infrastructures. Nous appliquerons des mesures urgentes de modernisation des infrastructures, d'allègement des frais académiques, d'actualisation des programmes et d'amélioration des conditions de vie des étudiants et enseignants.

Nous entendons aussi améliorer les conditions de travail des fonctionnaires et agents de l'Etat. Dans cette optique, nous souhaitons initier des échanges avec les différents syndicats socio professionnels afin de trouver des solutions à toutes ces préoccupations.

Chers Compatriotes,

L'implication des femmes dans l'ensemble des activités de la vie de notre nation mérite une politique plus volontariste d'encadrement, d'encouragement et de meilleure visibilité.

Outre l'impact indéniable des femmes dans notre vie sociale et dans plusieurs pôles économiques, il est essentiel de réaliser la promotion véritable de nos talents féminins à des postes de décision dans notre pays. Nos jeunes diplômés doivent disposer de tous les atouts pour rejoindre le marché du travail ou celui de l'entrepreneuriat. Nous allons demander au Gouvernement d'innover dans l'accès aux marchés publics pour les jeunes diplômés.

Le Gouvernement initiera un partenariat entre l'Etat, les provinces, le secteur privé, la société civile et nos partenaires au développement en vue d'engager un vaste programme national de promotion de l'entrepreneuriat pour les jeunes. La réussite de ces engagements sera soutenue par un financement ambitieux et maîtrisé, garant de notre développement. Cette démarche implique une politique monétaire volontariste, un cadre d'investissement des entreprises plus élaboré, un accès aux crédits pour les entreprises et les particuliers moins contraignants.

Le gouvernement devra réaménager le Code des investissements afin de favoriser de nouveaux projets ayant un impact sur des zones géographiques ou des secteurs d'activités cibles définis en fonction des priorités nationales. Nous travaillerons pour rendre le climat des affaires plus attractif et compétitif notamment par l'aménagement de la fiscalité en faveur du développement.

Nous engagerons une véritable concertation avec l'ensemble des composantes de notre tissu économique pour redéfinir un environnement propice. Cet engagement se traduira par une profonde restructuration de l'ANAPI. Notre agence nationale de la promotion de l'investissement doit véritablement jouer un rôle de leadership dans ce domaine.

Chers Compatriotes,

Garant de l'exemplarité, le gouvernement adoptera une politique de stabilité macroéconomique s'appuyant sur une gestion rigoureuse de la dépense publique assortie d'une politique budgétaire prudente. Notre stratégie d'endettement à moyen et long terme verra notre pays bannir toute dette publique ayant comme contrepartie le gage d'actifs miniers ou d'actifs publics. Nous devons nous protéger et épargner pour les générations futures. Nous allons privilégier la dette concessionnelle à long terme orientée vers le financement des infrastructures et le renforcement du capital humain. Cette rigueur financière doit nous permettre de mieux sécuriser la gestion des revenus de nos matières premières.



Dans le secteur des mines, la rente minière devrait participer à hauteur de 45% de nos recettes. Ce qui est la norme dans les pays en situation identique.

En République Démocratique du Congo, ce taux n'est que de 10%. Dans notre intérêt et celui des opérateurs du secteur, nous appliquerons une politique concertée pour neutraliser ce déséquilibre.

Nous comptons renforcer la traçabilité dans l'exploitation des minerais, redéfinir le cadre de fonctionnement du secteur et promouvoir avec tous les acteurs une nouvelle politique de développement et d'environnement de notre industrie extractive. Il est impératif d'avoir une politique extractive qui soit source de développement pour nos territoires et nos concitoyens.

Eradiquer les minerais du sang est une nécessité, notamment à l'est de notre pays. Nous allons structurer toutes les chaînes de valeur de notre industrie extractive. Notre objectif est de doubler en une décennie la part de la valeur ajoutée générée sur le territoire congolais par plus de transformation au niveau provincial et national. A ce titre, nous allons initier une rencontre avec les leaders mondiaux dont la réussite industrielle dépend de notre sous-sol, afin d'adopter un plan d'implémentation et de transformation de nos minerais qui servent de matière de base à leurs industries.

Cet engagement favorisera l'émergence d'acteurs nationaux d'envergure tout en renforçant la création d'emplois. Cette démarche favorisera l'émergence d'une classe moyenne.

Chers compatriotes,

La lutte contre le chômage est un immense défi national. Sur 80 millions de citoyens, plus de 43 millions sont en âge de travailler. Pourtant, notre pays ne compte que 4 millions 9 cent milles salariés ayant un emploi formel et de type moderne.

32 millions de congolais en âge de travailler disposent d'emplois précaires ou sont en sous-emploi, tandis que plus de 6 millions sont des chômeurs en situation de détresse.

Nous devons réhabiliter le secteur formel, réformer le plafonnement de l'impôt professionnel sur les rémunérations et promouvoir le respect dans toutes les branches du SMIG, dont le salaire minimum est établi à 5 dollars par jour.

Environ 50 millions de Congolais représentant 60% de la population n'ont pas accès au système de santé. La vaillance et la bravoure de notre personnel du secteur mérite le renforcement des moyens humains et matériels adéquats.

Nous demanderons au Gouvernement de prendre des mesures rapides pour la réhabilitation des hôpitaux de référence, la construction de plateformes de santé et la mise en place d'un système de couverture sanitaire à travers des muruelles de santé.

Nous ne pouvons pas accepter un système de santé défaillant au péril de la vie de nos concitoyens.

Le gouvernement aura pour mission d'accroître de 10 % par an le taux de couverture des populations par un système d'assurance maladie abordable et efficace jusqu'à l'atteinte de la couverture maladie universelle.

Nous réformerons en ce sens la Caisse Nationale de Sécurité Sociale et allons promouvoir la mise en place d'un écosystème de couverture santé adapté couvrant l'ensemble des catégories sociales.

Les défis que nous devons mener sont nombreux. Aucun secteur n'échappe à une véritable politique d'urgence. Le Gouvernement devra adopter une démarche novatrice pour résorber le déficit en logements sociaux, renforcer l'artisanat, développer le tourisme, la culture, les sports, créer des centres d'invention et d'innovation et renforcer la protection de l'environnement.

Cette projection de notre action vise surtout à mettre en valeur le génie créatif de la jeunesse congolaise. Son dynamisme montre que notre pays est en pleine transformation.

**Excellences Messieurs les Présidents, Distingués invités
Excellences, Mesdames et Messieurs
Chers compatriotes,**

Le monde entier a les yeux rivés sur la République démocratique du Congo. Pour notre développement harmonieux, nous allons mener une politique de coopération économique basée sur l'investissement et l'amélioration de l'image de notre pays.

Notre meilleur ambassadeur est la diaspora dynamique car elle est dotée de compétences et de ressources diverses. En effet, nos compatriotes de l'étranger disposent d'expériences diverses.

Nous connaissons leur patriotisme et entendons les associer plus fortement à notre vision du Congo par une série d'initiatives.

Notre pays est un carrefour au cœur de l'Afrique. A ce titre, il fait la jonction entre toutes les zones géographiques du continent.

L'intégration régionale est l'une des premières sources de diversification de notre économie. Cette intégration sera renforcée au cours de notre mandat dans le plus grand respect des intérêts de nos pays respectifs.

Nous comptons apporter une innovation dans le cadre de projets communs en coopérant avec tous les pays de la région, en commençant par nos voisins.

Le développement de l'industrie minière, manufacturière et agro-alimentaire de notre pays ne peut se concevoir que dans le cadre d'un programme



gouvernemental qui intègre les aspects liés à la protection de l'environnement dans un contexte régional.

Dans cette optique, nous envisageons l'intégration de la République démocratique du Congo à la Communauté des États d'Afrique de l'Est – la CEA - dont la majorité des pays membres sont frontaliers et avec lesquels nos citoyens, à l'Est du pays, engagent des échanges économiques importants depuis plusieurs décennies.

En effet, ces opérateurs économiques de l'Est exportent et importent leurs marchandises à partir du port de Mombassa au Kenya et de Dar-es-Salaam en Tanzanie. La Communauté économique de l'Afrique de l'Est offre des avantages tarifaires et douaniers. Nous devons désormais en faire un atout pour notre développement.

Excellences Messieurs les Présidents, Distingués invités
Excellences, Mesdames et Messieurs
Congolaises et Congolais
Chers compatriotes,

Notre politique étrangère sera désormais axée sur une véritable approche de partenariat stratégique au bénéfice de la population congolaise. A l'Union Africaine, à tous ses Etats membres, nous disons merci d'avoir toujours été à nos côtés. Qu'il s'agisse de la pacification de notre pays ou des différents dialogues pour nous réconcilier, notre organisation continentale a toujours su nous accompagner.

Nous engagerons une politique plus ambitieuse au sein de l'Union Africaine afin que le Congo puisse contribuer au développement de l'Afrique à la hauteur de l'indéfectible soutien que nous avons toujours reçu.

Je souhaite bénéficier de l'expérience et de la sagesse individuelle et collective des collègues Chefs d'Etat présents ou représentés afin de matérialiser notre engagement commun pour la Renaissance africaine.

Je suis déterminé par ailleurs à soutenir les récentes réformes engagées au sein de l'Union Africaine pour rendre notre organisation plus forte et autonome.

Excellences Messieurs les Présidents, Distingués invités,
Excellences, Mesdames et Messieurs,
Chers compatriotes,

Je souhaite impulser une meilleure présence de notre pays dans les instances internationales, à la hauteur de notre vocation naturelle.

A la communauté internationale, nous tenons à dire que dans le respect de notre souveraineté, nous sommes un membre actif de l'organisation des Nations Unies.

Nous sommes disposés à entretenir des relations étroites de coopération avec tous les pays du monde en commençant par nos partenaires traditionnels.

Nous allons redynamiser notre présence dans les organismes multilatéraux. La République Démocratique du Congo, soucieuse d'une non-ingérence dans sa politique interne, doit devenir un exemple de coopération internationale équilibrée, plus particulièrement avec les Etats et les organisations disposant avec nous d'une relation historique.

Pour symboliser cette vision, nous aimerions que des discussions déjà entamées avec l'Union Européenne, l'un de nos partenaires majeurs, qui tiennent compte de nos intérêts, puissent aboutir et favoriser la réouverture de la Maison Schengen. Sous ce chapitre de coopération internationale, nous saluons le rôle joué par la Mission des Nations Unies pour la stabilisation du Congo (MONUSCO) en termes de pacification.

Nous prenons ici l'engagement de favoriser une coopération étroite, entre les Forces armées de la République Démocratique du Congo et la MONUSCO en vue d'éradiquer toutes les forces négatives actives dans notre pays. Car l'important travail de développement que nous entendons entreprendre avec tous les acteurs ne peut avoir de sens ni d'effet escompté sans la paix et la sécurité.

La République Démocratique du Congo commence une nouvelle ère de son histoire politique, en adéquation avec ses attentes et son potentiel. C'est une œuvre grandiose de servir son pays. Je le mesure encore plus à cet instant précis. J'invite chaque congolaise et chaque congolais à contribuer à l'édification et au développement de notre pays. Le chantier de construction de la République est immense. Votre implication en fera une réussite collective.

**Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Distingués Invités, en vos rangs et qualités,**

Au nom du Peuple Congolais que je représente en ma qualité de Président de la République, je tiens à vous réitérer toute ma gratitude pour avoir rehaussé de votre présence cette cérémonie d'investiture.

**Que Dieu bénisse notre Nation.
Vive la République Démocratique du Congo.
Vive la Renaissance africaine.
Je vous remercie.**